



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE,
PRÉFET DE PARIS

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement, de l'Aménagement
et des Transports d'Ile de France

Unité départementale de Paris

Service patrimoine, paysage et droit des sols
Pôle droit des sols
5 rue Leblanc 75911 Paris cedex 15

Hôpital Robert Debré

Madame Hélène GILARDI
48 Boulevard Sérurier
75019 PARIS

La présente décision est exécutoire à compter de sa notification.

PC 075 119 24 P0032 - 48 BLD SERURIER - 22 AV. DE LA PORTE DU PRE SAINT-GERVAIS - 75019 PARIS

ARRÊTÉ

**pris au nom de l'État par
LE PRÉFET DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, PRÉFET DE PARIS,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'Urbanisme et notamment le livre IV relatif au régime applicable aux constructions, aménagements et démolitions ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) révisé et approuvé par le Conseil de Paris dans sa séance des 19, 20, 21 et 22 novembre 2024 ;

Vu la demande de permis de construire, référencée ci-dessus, déposée le 24/10/2024, par l'hôpital Robert Debré, représenté par Madame Hélène GILARDI, pour la construction d'un bâtiment à R+3 sur 2 niveaux de sous-sol à destination de Service Public ou d'Intérêt Collectif : hôpital de jour dédié à l'étude du Cerveau de l'Enfant (ICE) ; surface de planchers créée: 13948.0 m² ; ensemble les compléments déposés les 13/12/2024 et 10/03/2025 ;

Vu les avis de services émis par :

- Maire de Paris, Direction de l'urbanisme (DU), avis du 16/05/2025
- Service technique de l'eau et de l'assainissement (STEA), avis du 28/11/2024
- Direction de la voirie et des déplacements (DVD), avis du 13/11/2024
- Direction des espaces verts et de l'environnement (DEVE), avis du 18/12/2024
- Architecte des Bâtiments de France, avis en date du 08/11/2024
- Service Régional de l'Archéologie, avis du 12/11/2024
- Préfecture de Police, sous-commission pour la sécurité publique, avis en date du 17/12/2024
- Préfecture de Police (BPCA), avis du 07/05/2025

ARRETE,

ARTICLE UNIQUE :

Le permis de construire, référencé ci-dessus, est accordé

Le bénéficiaire du permis respectera les prescriptions émises par le préfet de police dans ses avis ci-joints.

Le bénéficiaire du permis prendra connaissance des éléments figurant dans les avis ci-joints de la DU, de la DVD, du STEA et de la DEVE.

Il informera le Directeur régional des affaires culturelles/service régional de l'archéologie de toute découverte fortuite qui pourrait être effectuée au cours des travaux (code du patrimoine, articles R 531-8 à R 531-10).

Il procédera aux mesures d'affichage sur le terrain précisées en annexe.

22 MAI 2025

Fait à Paris le
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional et interdépartemental adjoint de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports de la région Ile-de-France,
directeur de l'unité départementale de Paris

Jean-Pascal BIARD

Pièces jointes

- Service technique de l'eau et de l'assainissement (STEA), avis du 28/11/2024
- Direction de la voirie et des déplacements (DVD), avis du 13/11/2024
- Direction des espaces verts et de l'environnement (DEVE), avis du 18/12/2024
- Préfecture de Police, sous-commission pour la sécurité publique, avis en date du 17/12/2024 :
 - * En raison de leur caractère non-communicable conféré par l'article L114-3 du code de l'urbanisme, les recommandations assortissant cet avis ne sont pas jointes au présent arrêté. Elles ont cependant fait l'objet d'une communication au seul bénéficiaire du permis par courriel du 17/12/2024
- Préfecture de Police (BPCA), avis du 07/05/2025
- Maire de Paris, Direction de l'urbanisme, avis du 16/05/2025

INFORMATIONS D'ORDRE GENERAL (articles A.424-8 et A.424-9 du Code de l'Urbanisme)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Paris dans un délai de deux mois à partir de sa notification.

Pour information, il est précisé que ce recours peut être précédé d'un recours gracieux adressé à la Préfecture de Paris.

Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé à la Mairie, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA no 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

Le bénéficiaire du permis a l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.

Travaux sur construction existante

DECI (défense extérieure contre l'incendie) :

Toute demande relevant de la gestion des points d'eau incendie est à adresser à la Direction de la Propreté et de l'Eau - STEA - Section de l'Assainissement de Paris - Division coordination de l'exploitation - 27 rue du Commandeur 75014 PARIS - mèl : DPE-STE-DECI@paris.fr – téléphone : 01 53 68 24 70 - fax : 01 53 68 24 99.

Amiante :

Il est rappelé l'obligation, avant tous travaux, de procéder dans les locaux concernés par la présente autorisation à la recherche de matériaux contenant de l'amiante, et de prendre, le cas échéant, toute mesure afin que les travaux envisagés ne constituent pas un danger pour les personnes pouvant être directement ou indirectement exposées à cette matière. Tous renseignements relatifs aux risques liés à une exposition à l'amiante peuvent être obtenus auprès de la Direction du Logement et de l'Habitat de la Ville de Paris – Sous-Direction de l'Habitat - Service Technique de l'Habitat – 103, avenue de France 75013 PARIS – Téléphone : 01 42 76 72 80.

Plomb :

L'ensemble du territoire parisien a été classé par arrêté préfectoral du 24 octobre 2000 zone à risque d'exposition au plomb, en ce qui concerne les revêtements des bâtiments affectés en tout ou partie à l'habitation, construits avant le 1^{er} janvier 1948. Le constructeur est tenu de prendre en compte les risques liés à la présence éventuelle de plomb pouvant résulter des travaux, objets de la présente autorisation, pour les occupants et les personnes appelées à les effectuer. Tous renseignements peuvent être obtenus sur le site du ministère de la transition écologique et solidaire – Politiques publiques – Bâtiments et règles de construction – Politique de prévention de l'habitat - Risques liés au plomb et autres risques sanitaires ou auprès de l'Agence Régionale de la Santé d'Ile-de-France (ARS) Millénaire 2 - 35, rue de la gare 75935 PARIS CEDEX 19.

Termites :

L'ensemble du territoire parisien a été classé par arrêté préfectoral du 21 mars 2003 zone de surveillance et de lutte contre les termites et autres insectes xylophages. Le constructeur doit faire procéder à l'incinération, sur place, des bois et des matériaux de démolition contaminés, ou en cas d'impossibilité, à leur traitement, avant tout transport, et d'en faire la déclaration à la mairie de l'arrondissement du lieu de situation de l'immeuble (Bureau des Affaires Générales). Tous renseignements peuvent être obtenus auprès de la Direction du Logement et de l'Habitat - Sous-Direction de l'Habitat - Service Technique de l'Habitat – 103, avenue de France 75013 Paris Téléphone : 01 42 76 89 43 - 01 42 76 72 21 - 01 42 76 72 32 ou sur paris.fr - Services et infos pratiques – Logement - Prévention pour le logement – Lutte contre l'habitat indigne - Lutte contre les termites.

Plaques de rues :

Les plaques portant les noms des voies (impasse, rues, avenues, boulevards...) doivent être visibles depuis l'espace public y compris pendant la durée des travaux. Toute plaque déposée à l'occasion de travaux devra être remise à son emplacement initial. De même toute plaque dégradée du fait des travaux devra être remise en état.



Direction de la Propreté et de l'eau
Service Technique de l'Eau et de l'Assainissement
Division des Études, de l'Hydrologie et de la Qualité de l'Eau

Paris, le 28 novembre 2024

Affaire suivie par :
Alexandre LENORMAND
27 rue du Commandeur
75014 PARIS
alexandre.lenormand@paris.fr

Objet : PC 075 119 24 P0032 – Construction d'un bâtiment à R+3 sur 2 niveau(x) de sous-sol à destination de Service Public ou d'intérêt Collectif Surface créée : 13948.0 m². Construction d'un Hôpital de jour dédié à l'étude du Cerveau de l'Enfant, sur le site de l'hôpital Robert Debré. Le projet s'implante au Nord-Est de la parcelle de Debré, entre le boulevard périphérique Nord, et le Réservoir des Lilas. L'accès à ce nouveau bâtiment se fait par l'hôpital existant, via des galeries souterraines et une passerelle aérienne. Il s'organise sur cinq niveaux en superstructure et deux niveaux de sous-sol. Il accueille des salles de consultations, d'explorations, 13 chambres de jour, un service d'imagerie, des laboratoires de Recherche, une salle de conférence pour 200 personnes – 48 Boulevard Sérurier 75019 Paris.

PJ : Extrait plan du réseau d'assainissement parisien

AVIS : Après instruction des pièces du permis de construire :

- il est constaté que le projet est conforme aux exigences du règlement du zonage pluvial ;
- l'autorisation de rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement n'est pas jointe ;
- Le Service Technique de l'Eau et de l'Assainissement émet un avis favorable concernant le projet sous réserve de l'établissement de l'autorisation de rejet des eaux pluviales conformément à l'article 29.2 du Règlement d'Assainissement de Paris.

• Gestion des eaux pluviales

Le projet se situe dans une zone demandant un abatement correspondant à une pluie 4mm. Si cet abatement ne peut pas être réalisé, le Service (STEA) peut autoriser le recours à la règle du prorata, moins performante pour les faibles pluies, correspondant à un abatement de 30% d'une pluie de 16mm.

La conformité au règlement de zonage pluvial est assurée par la mise en place de toitures végétalisées intensives sur 1413 m², dotées de 50 cm de substrat. La gestion des eaux pluviales est complétée par la création de 2 bassins de rétentions d'un volume total de 71 m³, permettant de réceptionner les eaux pluviales des surfaces imperméables avant rejet au réseau via un débit régulé de 36l/s. Ces dispositifs permettent ainsi au projet l'abatement de 39,2% de la pluie de 16mm.

Le règlement d'assainissement impose au pétitionnaire d'établir une demande d'autorisation de rejet des eaux pluviales et de la transmettre au Pôle Eau dans la Ville du Service Technique de l'Eau et de l'Assainissement (STEA). La demande doit être faite au plus tôt pendant l'élaboration du projet ou, au plus tard concomitamment au dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme. Le formulaire de demande est téléchargeable sur paris.fr dans la rubrique actualités « Plan ParisPluie ». Ce formulaire une fois renseigné et accompagné des pièces mentionnées dans l'annexe, est à transmettre par mail à l'adresse suivante : parispluie@paris.fr, par le pétitionnaire ou son représentant.

L'autorisation de rejet des eaux pluviales qui sera délivrée par le Service (voir dans le cas d'un projet non éligible au zonage pluvial, la demande d'autorisation de rejet des eaux pluviales validée par

le Service), est un préalable à la demande de branchement particulier. Elle sera jointe à la convention de branchement particulier qui sera conclue avec le Service.

• Raccordement au réseau d'assainissement (branchement particulier)

Le Boulevard Sérurier est doté d'un égout visible fonctionnant en mode unitaire

D'après la cartographie de la SERAP, la propriété est raccordée au réseau d'assainissement par l'intermédiaire de branchements existant à l'adresse existante. Il pourra être éventuellement réutilisé sous réserve de l'application des prescriptions du Règlement d'Assainissement de Paris (RAP).

Les conditions de raccordement au réseau d'assainissement sont fixées par le Règlement d'Assainissement de Paris. Si une demande d'établissement de branchement doit être déposée, elle devra l'être auprès du Pôle Usager de la Service d'Exploitation du réseau de l'Assainissement de Paris (SERAP). Cette demande devra être établie à l'aide du formulaire téléchargeable sur paris.fr. La demande sera transmise, accompagnée de l'autorisation de rejet des eaux pluviales et des informations nécessaires à l'élaboration du projet, dès l'obtention du permis de construire et en tout état de cause, au moins 9 mois avant la date prévue pour la mise en service du branchement.

Le projet de branchement particulier est élaboré par le Service (SERAP) et les travaux sont réalisés à la demande du propriétaire, par le Service ou par une entreprise agréée et sous le contrôle du Service.

Un extrait du plan du réseau d'assainissement et des ouvrages annexes au droit de la parcelle, est joint à ce courrier. Les renseignements y figurant sont fournis à titre indicatif. Ils devront faire l'objet d'une vérification lors de l'établissement du projet de raccordement. Les ouvrages (bouches d'égout, branchement de regard, borne incendie...) devront rester accessibles et ne subir aucun dommage durant toute la durée des travaux.

• Prescriptions relatives au projet :

Objet de la prescription	Référence Réglementaire	Commentaires
Zonage Pluvial	Art 151 du PLU Art 28 et 29 du RAP Règlement du Zonage d'Assainissement de la Ville de Paris	Des prescriptions de limitation de rejets d'eaux pluviales dans le réseau d'assainissement sont imposées pour toute construction nouvelle ou restructuration des bâtiments existants y compris les aménagements d'espace libre. Le pétitionnaire doit prévoir des dispositifs de gestion de ces eaux pour se conformer à ces prescriptions. L'autorisation de rejet des eaux pluviales doit obligatoirement être jointe à toute demande de branchement particulier (raccordement au réseau d'assainissement). La réutilisation d'un branchement existant doit être privilégiée, sous réserve que ses caractéristiques soient conformes aux conditions minimales définies par le Service. Dans le cas contraire, le branchement doit être mis en conformité. La partie publique de tout branchement qui n'a plus d'utilité doit être supprimée par remblaiement et murage aux frais du pétitionnaire.
Réutilisation / mise en conformité / création d'un branchement	Art 4,2,2, 5 et 8 du RAP	Démarche à faire dès réception du PC, et au plus tard 9 mois avant la date prévue pour la mise en service du branchement.
Délai réalisation d'un branchement	Art 5 du RAP	Un branchement particulier à l'égout ne peut desservir qu'une seule propriété. Notamment dans le cas d'une division de parcelle, chaque propriété doit avoir son propre branchement particulier.
Un branchement par propriété	Art 5 du RAP	

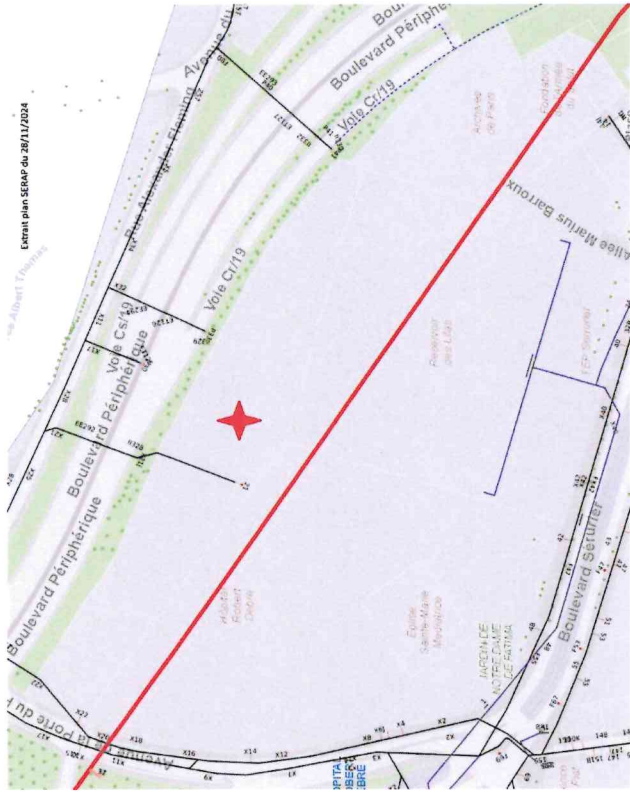
Objet de la prescription	Référence Réglementaire	Commentaires
Modalité de réalisation d'un branchement	Art 6 du RAP	Les travaux peuvent être réalisés soit par le Service, soit par une entreprise « agréée » par le Service.
Frais d'établissement, de modification ou de suppression d'un branchement	Art 9 du RAP	<p>Avant tout démarrage des travaux, le pétitionnaire est tenu de verser une provision correspondant à tout ou partie du montant estimé par le Service, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> le coût de l'ensemble des diagnostics, de l'élaboration du projet et des travaux lorsque ces derniers sont réalisés par le Service. les frais de diagnostics, d'élaboration du projet et de surveillance des travaux lorsque ces derniers sont réalisés par une entreprise agréée par le Service. <p>Les eaux usées et les eaux pluviales doivent être collectées et transportées de manière séparée à l'intérieur de la propriété jusqu'au branchement particulier.</p>
Séparation eaux usées et eaux pluviales	Art 4.1 et 30 du RAP	Il est demandé une déclaration justifiant une utilisation de l'eau dans des conditions assimilables à un usage domestique. Le formulaire de déclaration est téléchargeable sur paris.fr.
Déclaration de déversement d'eaux usées assimilées domestiques	Art 14 et 15 du RAP	Pour toute activité autre que l'habitation, le pétitionnaire devra remplir un questionnaire pour établir la nature du rejet. Le questionnaire est téléchargeable sur paris.fr.
Autorisation de déversement d'eaux usées non domestiques	Art 16, 17, 18, 19 et 20 du RAP	Les rejets de chantier doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Service.
Traitement préalable d'eaux usées non domestiques	Art 21 du RAP	Il convient de se prémunir contre le reflux des eaux usées et pluviales depuis l'égout public. Tout dispositif doit être installé dans la partie privée du branchement particulier.
Rejets de chantier	Art 25 du RAP	Les descentes de gouttières doivent être ramenées à l'intérieur de l'immeuble au-dessus du niveau du sol.
Installations sanitaires en sous-sol	Art 33 du RAP	
Descente des gouttières	Art 34 du RAP	

Le Règlement du Zonage d'Assainissement de la Ville de Paris et le Règlement d'Assainissement de Paris (RAP) sont téléchargeables sur paris.fr.

Pour toute demande de renseignements complémentaires, le pétitionnaire peut contacter le Pôle Eau dans la Ville par mail à parispluie@paris.fr

Pour la Mairie de Paris par délégation
La cheffe du Pôle Eau dans la Ville
Laure Fass

MAIRIE DE PARIS
Direction de la Propreté et de l'Eau
Service Technique de l'Eau et de l'Assainissement
Division des Travaux de l'Assainissement et de la Qualité de l'Eau
27, rue du Comptendard - 75014 PARIS





Direction de l'Urbanisme
Service du Permis de Construire et du Paysage de la Rue

Affaire suivie par :
Hubert SABATIER
☎ 01 42 76 32 32
mél : hubert.sabatier@paris.fr
6 Promenade Claude Lévi-Strauss
CS 51388 - 75639 PARIS CEDEX 13

Référence dossier : PC 075 119 24 P0032
44 au 48B BOULEVARD SERURIER
2 au 22 AVENUE DE LA PORTE DU PRE SAINT GERVAIS
5 X VOIE CR/19
75019 PARIS



Date d'envoi : 04/11/2024
Date limite : 04/01/2025

Ce document présente la réponse émise par le service [103] DVD - Gestion du Domaine à une consultation lancée par la Ville de Paris sur un dossier d'urbanisme.
Il a été généré automatiquement lors de la soumission de l'avis du service [103] DVD - Gestion du Domaine.

Avis : Favorable
Date de l'avis : 13/11/2024
Prescriptions :

Instructeur SCPD : KF

Numéro de dossier DU : PC 075 119 24 P0032

Nom du pétitionnaire : Hôpital Robert Debré

Adresse du projet : 48, boulevard Sérurier. 75019 Paris

Objet DVD du projet : Construction d'un bâtiment à R+3 sur 2
niveaux de sous-sol à destination de Service Public ou d'intérêt Collectif

Date
de consultation DVD : 04/11/2024

Historique du dossier et des différents PC antérieurs : permis initial

Avis DVD : FAVORABLE

Prescriptions DVD : Sans objet

Documents associés à l'avis du service :
- Avis DVD_PC07511924P0032.pdf, déposé le 12/11/2024 14:31:19, avec l'empreinte
cc72d7f1b32f4b3a2954632a9e6b9a9f93942d62ae59df4ef959bb40eae2ae



Direction de la voirie et des Déplacements
Service du Patrimoine de Voirie
Gestion du Domaine Public

Détails de l'étude DVD sur le présent dossier :

Le projet du présent permis de construire concerne la construction d'un bâtiment (« Institut du cerveau de l'enfant ») sur la parcelle de l'hôpital Robert Debré dans le 19ème arrondissement de Paris.

Le projet se situe intégralement à l'intérieur de la parcelle et donc dans de le domaine privé, sans interface avec l'espace public.

Par conséquent et en réponse à la présente consultation, je vous fais savoir que le projet envisagé n'appelle pas d'observations particulières de ma part.

J'émet un avis **FAVORABLE** à la présente demande.

Tous renseignements complémentaires ayant rapport à la voie publique pourront être obtenus auprès du Chef de la subdivision du 19ème arrondissement - Section Territoriale de Voirie **NORD-EST**, 39 quai de la Seine - 75019 Paris Tél. : 01.53.38.69.00.

Adresse du projet : 48, boulevard Sérurier. 75019 Paris

Objet DVD du projet : Construction d'un bâtiment à R+3 sur 2 niveaux de sous-sol à destination de Service Public ou d'intérêt Collectif

Date de consultation DVD : 04/11/2024

Historique du dossier et des différents PC antérieurs : permis initial

Avis DVD : FAVORABLE

Prescriptions DVD : Sans objet

DISPOSITIONS GENERALES

A - Observations générales

- Les ouvrages, réseaux et concessionnaires présents sur le domaine public et sous trottoir, seront à protéger et laissés libres d'accès pendant les travaux.
- L'éclairage public devra être maintenu pendant la phase de chantier. Toutes les précautions devront être prises sur les équipements en place pendant toute la durée des travaux. Un éclairage de substitution pourra éventuellement être installé. Il est à noter que le maître d'ouvrage ne pourra s'opposer à la fixation d'une console d'éclairage public sur la façade de l'immeuble en cas de nécessité.
- Dans un espace ouvert aux usagers de la voie publique et afin de préserver la sécurité des piétons, les portes ne doivent pas débatter en avant des façades. A titre dérogatoire, seules les issues de secours peuvent être en saillie sur l'alignement lorsqu'elles sont ouvertes mais ne doivent pas servir en usage normal.
- En application du règlement sanitaire du département de Paris, la collecte des eaux pluviales doit se faire sur le domaine privé sans déversement sur le domaine public et les descentes d'eaux pluviales devront pénétrer dans l'immeuble au-dessus du niveau du trottoir.

B - Réalisation du chantier

Conduite des travaux

Fouille en bordure ou à proximité d'une voie publique ou d'une voie privée ouverte à la circulation publique : Les terrassements devront être limités aux alignements de la voie publique et ne pourront en aucun cas s'étendre sur le domaine public. Les travaux devront être exécutés conformément aux règles de l'art, et toutes les dispositions de nature à assurer en toutes circonstances la parfaite stabilité des terrains du domaine public devront être prises.

Si nonobstant ces précautions et dispositions, des mouvements de terrain sont constatés sous le domaine public, l'Administration exécutera d'office et aux frais du constructeur, sur simple avis, les travaux nécessaires.

Le constructeur restera responsable de tous dégâts sur le domaine public et sur les ouvrages qu'il contient, même si la présence de ces derniers n'a pas été portée à sa connaissance, ainsi que de toutes conséquences et de tous accidents qui auraient pour cause les mouvements de terrain résultant des terrassements entrepris.

Le chef de la Division de la Réglementation, Autorisations et Contrôle
Service du Patrimoine de Voirie

David AMSALLEM

Les pollutions résultant du fonctionnement du chantier feront l'objet d'un nettoyage permanent ayant pour objet l'élimination de tous dépôts de boues et poussières dans les voies du voisinage.

Emprise sur la voie publique

La totalité des services du chantier (chargement des déblais, approvisionnement des matériaux, stationnement des véhicules, implantation des engins de levage et des baraquements provisoires liés au fonctionnement du chantier) devra être assurée sur le terrain privé.

En cas d'impossibilité, les services de voirie concéderont une emprise sur la voie publique à titre provisoire après avoir validé la proposition d'aménagement présentée par le pétitionnaire. Elle devra être maintenue en bon état pendant toute la durée des travaux.

Le maître d'ouvrage prendra en charge tous les aménagements nécessaires à l'établissement de cette emprise (dépose de mobiliers, déplacement d'ouvrages, mise en place de la signalisation réglementaire, etc) ainsi que toutes les dégradations constatées du fait du chantier. Le délai d'obtention d'une emprise est d'environ 2 mois.

Tirants d'ancrage

Dans le cas où la construction nécessite la mise en œuvre de tirants d'ancrage, une procédure de permission d'occupation du domaine public est à prévoir au préalable. Un délai d'environ 2 mois est à prévoir pour l'obtention de cette autorisation.

C - Ouvrages concessionnaires

Les ouvrages, réseaux et émergences présents sur le domaine public et sous trottoir, seront à protéger, et laissés libres d'accès pendant les travaux. Les modifications d'ouvrages, d'équipements ou d'accessoires existants occupant le domaine public routier, et nécessitées par les interventions, sont exécutées à la demande de l'intervenant et sous la responsabilité des gestionnaires des ouvrages concernés.

Les frais de ces modifications sont à la charge de l'intervenant. Elles seront réalisées soit par l'intervenant soit par l'occupant du domaine public suivant d'éventuels contrats privés, et conformément aux dispositions du règlement de voirie de la ville de Paris.

Le pétitionnaire devra éviter le déplacement de certains ouvrages (bouches d'incendie, de lavage, chambre de télécommunication, regards d'assainissement, etc). Nous attirons son attention sur le coût vraisemblablement très élevé de ces déplacements.

Le pétitionnaire aura à sa charge la réfection homogène du trottoir à l'issue des travaux. En particulier dans le cas où des interventions de différents concessionnaires nécessiteraient différentes ouvertures de fouilles sur une même portion de trottoir, le pétitionnaire en assumerait la réfection globale.

D - Modification et remise en état du domaine public

Dégradation du domaine public

Le pétitionnaire devra se conformer au règlement de voirie 2015, pour toute autre modification et remise en état à l'identique du domaine public de voirie rendue nécessaire par le projet, ainsi que pour les éventuels déplacements d'ouvrages et réseaux des concessionnaires, dont il n'aurait pas été fait mention.

Les travaux seront à la charge du demandeur.

Affaire suivie par :
Hubert SABATIER
☎ 01 42 76 32 32
mél : hubert.sabatier@paris.fr
6 Promenade Claude Lévi-Strauss
CS 51388 - 75639 PARIS CEDEX 13

[102] DEVE - Agence d'Ecologie Urbaine

Référence dossier : PC 075 119 24 P0032
44 au 48B BOULEVARD SERURIER
2 au 22 AVENUE DE LA PORTE DU PRE SAINT GERVAIS
5 X VOIE CR/19
75019 PARIS



Date d'envoi : 16/12/2024
Date limite : 16/01/2025

Ce document présente la réponse émise par le service [102] DEVE - Agence d'Ecologie Urbaine à une consultation lancée par la Ville de Paris sur un dossier d'urbanisme.
Il a été généré automatiquement lors de la soumission de l'avis du service [102] DEVE - Agence d'Ecologie Urbaine.

Avis : Favorable avec réserve
Date de l'avis : 18/12/2024

Prescriptions :
La présente demande apporte des modifications au PC 075 119 24 P0032 qui avait reçu un avis d'attente de la part de la DEVE le 29/11/2024.

Dans son précédent avis, la DEVE demandait de calculer les Unités de Plantation (UP) requises et d'atteindre la densité de plantation minimale requise.

La surface d'espaces libres prise en compte dans le calcul des UP requises est de 5683 m² sur le site de l'hôpital et de 6233 m² au niveau du talus. Le nombre d'UP requises est donc de 3575 UP. Il conviendrait d'intégrer la surface arborée de 2484 m² dans le calcul de la SELC s'il s'agit d'un espace libre de construction. Le nombre d'UP à atteindre serait alors de 4320 UP.

Avec 276 arbres de grand développement sur le talus du périphérique (existants conservés et nouvellement plantés), le terrain atteint 13 248 UP, répondant ainsi aux exigences réglementaires. Il est recommandé de comptabiliser l'ensemble des arbres et arbustes existants ailleurs du terrain pour calculer la densité de plantation.

Il était demandé de vérifier l'atteinte d'un IVB de 3 ou plus.

Avec environ 646 m² de murs végétalisés, environ 47 m² de toitures dotées d'une épaisseur de substrat d'au moins 80 cm et environ 1153 m² de toitures dotées d'une épaisseur de

substrat d'au moins 50 cm, le projet atteint un IVB de 3,079. Le projet est donc conforme.

La DEVE

demandait des précisions concernant le respect des surfaces de terre minimales pour les arbres et arbustes nouvellement plantés.

Aucun plan de

plantation détaillé n'est fourni, ne permettant pas de vérifier le respect des surfaces minimales requises, en particulier pour les arbustes en pleine terre. Il est demandé d'adapter les plantations aux surfaces disponibles, conformément à l'article UGSU.4.1.3.1° du PLU.

La DEVE

demandait de vérifier que les plantations d'arbres et arbustes soient majoritairement composées d'espèces régionales, issues de la liste des arbres et arbustes d'espèces régionales adaptées au climat (cf. annexe IX du PLU).

Or, aucune

information complémentaire n'est fournie. Il est demandé de vérifier que plus de 50% des sujets plantés pour chaque strate (arbusive et arborée).

Sous réserve

d'adapter les plantations aux surfaces disponibles et que les plantations soient majoritairement composées d'espèces régionales, j'émet un avis favorable à cette demande.

Documents associés à l'avis du service :



Aff. Suivie par : Nadine SAVIN

SOUS-DIRECTION DE LA SECURITE DU PUBLIC
Bureau des Permis de Construire et Ateliers
1 bis, rue de Lutèce – 75 195 PARIS CEDEX 04
Tél : 01 49 96 30 04
Mél : pp-dupa-sdsp-bpca-pcqualite@interieur.gouv.fr
ERP 2^{ème} catégorie de type U
Activités secondaires types L et PS

Paris, le **17 DEC. 2024**

Objet : Etude de sécurité publique concernant la construction de l'Institut du Cerveau de l'Enfant (ICE) dans l'enceinte de l'Hôpital Robert Debré – 48, boulevard Sérurier 22, avenue de la Porte du Pré Saint-Gervais à Paris 19^{ème}.

Réf. : Votre saisine DU/SDPCR/PC 075 119 24 P0032 du 26 octobre 2024.

P.J. : 1 avis.

Par saisine visée en référence, vous m'avez transmis, pour avis un dossier relatif au permis de construire n° 075 119 24 P0032 concernant la construction de l'Institut du Cerveau de l'Enfant (ICE) dans l'enceinte de l'Hôpital Robert Debré.


S'agissant d'un ensemble immobilier constituant un Etablissement Recevant du Public de 2^{ème} catégorie de type U avec activités secondaires de types L et PS, situé dans une agglomération de plus de 100 000 habitants, le dossier comporte, conformément aux dispositions des articles L.114-1 et R.114-1 du Code de l'Urbanisme, une étude de sécurité publique.

La sous-commission pour la sécurité publique, réunie en séance le 11 décembre 2024, a émis un **avis favorable** au projet assorti des recommandations développées dans l'avis ci-joint.

Par ailleurs, s'agissant de la sécurité incendie et de l'accessibilité aux personnes en situation de handicap, l'instruction du dossier est en cours. Vous recevrez un avis ultérieurement.

P. LE PREFET DE POLICE
et par délégation

Monsieur le Directeur Régional et
Interdépartemental de l'Environnement
de l'Aménagement et des transports d'Ile de France
Unité Départementale de Paris
Service patrimoine paysage et droits des sols
Pôle droits des sols
5, rue Leblanc
75195 PARIS CEDEX 15


M. le Directeur Régional et
Interdépartemental de l'Environnement
de l'Aménagement et des transports d'Ile de France
Unité Départementale de Paris
Service patrimoine paysage et droits des sols
Pôle droits des sols
5, rue Leblanc
75195 PARIS CEDEX 15
Marc POUTEUS

Direction des usagers et
des polices administratives

Aff. Suivie par Nadine SAVIN

SOUS-DIRECTION DE LA SECURITE DU PUBLIC Paris, le
Bureau des Permis de Construire et Ateliers
1 bis, rue de Lutèce – 75 195 PARIS CEDEX 04
Tél : 01 49 96 30 04
Mél : pp-dupa-sdsp-bpca-pcqualite@interieur.gouv.fr
ERP 2^{ème} catégorie de type U
Activités secondaires types L et PS

17 DEC. 2024

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION POUR LA SECURITE PUBLIQUE

Objet : Etude de sécurité publique concernant la construction de l'Institut du Cerveau de l'Enfant (ICE) dans l'enceinte de l'Hôpital Robert Debré – 48, boulevard Sérurier 22, avenue de la Porte du Pré Saint-Gervais à Paris 19^{ème}.

L'étude de sécurité publique (ESP) remplit les conditions et les objectifs définis par l'article R. 114-2 du code de l'urbanisme, précisés par l'annexe 2 de la circulaire du 1^{er} octobre 2007 émanant du ministre d'Etat, de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et du ministre du logement et de la ville.

1. **Diagnostic**

On note la présence des diagnostics social et urbain, incluant des données économiques et un diagnostic de la délinquance.

2. **Analyse de risque**

Les risques admissibles pour cette typologie de projet sont recensés et évoqués.

3. **Recommandations**

Les recommandations des services de police ayant été prises en compte pour l'élaboration de l'étude de sécurité publique, le bâtiment à usage d'Institut du Cerveau de l'Enfant (ICE) bénéficiera d'une sûreté satisfaisante au regard des risques envisagés.

En conséquence, la sous-commission pour la sécurité publique, réunie en séance le 11 décembre 2024, a émis un **avis favorable** au projet, assorti des recommandations suivantes :

Eléments non communicables – Code de l'urbanisme, article L114-3



PRÉFECTURE
DE POLICE

Liberté
Égalité
Fraternité



Direction des usagers et
des polices administratives

Att. Suivie par : Mme Nadine SAVIN

SOUS-DIRECTION DE LA SECURITE DU PUBLIC

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

1 bis, rue de Lutèce – 75 195 PARIS CEDEX 04

Tél : 01 49 96 36 79

Mél : pp-dupa-sdsp-bpca-pcqualite@interieur.gouv.fr

ERP 2^{ème} catégorie de type U

Activités de types L et PS

Paris, le 27 MAI 2025

Objet : Demande de permis de construire n° 075 119 24 P0032 concernant la construction d'un bâtiment à R+3 sur 2 niveaux de sous-sols à destination de Service Public ou d'intérêt Collectif - Construction d'un Hôpital de jour dédié à l'étude du Cerveau de l'Enfant, sur le site de l'hôpital Robert Debré. Le projet s'implante au Nord-Est de la parcelle de Debré, entre le boulevard périphérique Nord, et le Réservoir des Lilas. L'accès à ce nouveau bâtiment se fait par l'hôpital existant, via des galeries souterraines et une passerelle aérienne. Il s'organise sur cinq niveaux en superstructure et deux niveaux de sous-sol. Il accueille des salles de consultations, d'explorations, 13 chambres de jour, un service d'imagerie, des laboratoires de recherche, une salle de conférence pour 200 personnes – 48, boulevard Serurier – 22, avenue de la Porte du Pré Saint-Gervais à Paris 19^{ème}.

REF : Votre saisine DRIEA/UD75/SPDPS/PDS/PC n° 075 119 24 P0032 du 13 mars 2025.

Ma note du 21 janvier 2025.

P.L. : 1 avis et 2 annexes.

Par saisine visée en référence, vous m'avez transmis, pour avis, un nouveau dossier relatif à la demande de permis de construire rappelée en objet et ceci en réponse à l'avis défavorable du 21 janvier 2025.

L'étude du projet par la Délégation Permanente de la Commission de Sécurité a permis de relever que les observations ont été prises en compte. Aussi, je vous informe qu'un avis favorable est émis au permis de construire sous réserve de l'observation des mesures contenues dans l'avis ci-joint.

Par ailleurs, le dossier comporte 2 demandes de dérogation et 3 demandes d'avis préalablement sollicitées lors de la saisine initiale, au titre de la sécurité incendie, pour lesquelles cette même instance a émis de nouveau les avis repris en annexe I et II.

P. LE PREFET DE POLICE,
et par délégation

Monsieur le Directeur Régional et
Interdépartemental de l'Environnement,
de l'Aménagement et des Transports d'Ile de France
Unité Départementale de Paris
Service patrimoine paysage et droits des sols
Pôle droits des sols
5, rue Leblanc
75195 PARIS CEDEX 15

Le sous-directeur de la
sécurité du public

Vincent NATUREL



PRÉFECTURE
DE POLICE

Liberté
Égalité
Fraternité



Direction des usagers et
des polices administratives

Att. Suivie par : Mme Nadine SAVIN

SOUS-DIRECTION DE LA SECURITE DU PUBLIC

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

1 bis, rue de Lutèce – 75 195 PARIS CEDEX 04

Tél : 01 49 96 36 79

Mél : pp-dupa-sdsp-bpca-pcqualite@interieur.gouv.fr

ERP 2^{ème} catégorie de type U

Activités de types L et PS

Paris, le 27 MAI 2025

AVIS DE LA DELEGATION PERMANENTE DE LA COMMISSION DE SECURITE DE LA PREFECTURE DE POLICE

Objet : Demande de permis de construire n° 075 119 24 P0032 concernant la construction d'un bâtiment à R+3 sur 2 niveaux de sous-sols à destination de Service Public ou d'intérêt Collectif - Construction d'un Hôpital de jour dédié à l'étude du Cerveau de l'Enfant, sur le site de l'hôpital Robert Debré. Le projet s'implante au Nord-Est de la parcelle de Debré, entre le boulevard périphérique Nord, et le Réservoir des Lilas. L'accès à ce nouveau bâtiment se fait par l'hôpital existant, via des galeries souterraines et une passerelle aérienne. Il s'organise sur cinq niveaux en superstructure et deux niveaux de sous-sol. Il accueille des salles de consultations, d'explorations, 13 chambres de jour, un service d'imagerie, des laboratoires de recherche, une salle de conférence pour 200 personnes – 48, boulevard Serurier – 22, avenue de la Porte du Pré Saint-Gervais à Paris 19^{ème}.

Après examen du dossier de permis de construire mentionné en objet, la Délégation Permanente de la Commission de Sécurité de la préfecture de police émet un avis favorable à la réalisation du projet sous réserve de l'exécution des prescriptions suivantes :

1. Réaliser les travaux concernant la construction d'un institut médical (ICE Institut du Cerveau de l'Enfant) Etablissement Recevant du Public de type U, avec activités annexes de types L et PS de 2^{ème} catégorie, susceptible d'accueillir 1377 personnes situé 48, boulevard Serurier – 22, avenue de la Porte du Pré Saint-Gervais à Paris 19^{ème}, conformément :

- à la demande de permis de construire n° 075 119 24 P0032 déposée le 24 octobre 2024 et transmise le 13 mars 2025 ;
- aux plans et notices transmis ;
- aux dispositions réglementaires :

- ✓ du Code du Travail, notamment en application des articles R. 4216-1 et suivants et R. 4227-1 et suivants ;
 - ✓ des articles R.143-1 à R.143-47 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
 - ✓ de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;
 - ✓ de l'arrêté du 10 décembre 2004 modifié portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (type U) ;
 - ✓ de l'arrêté du 5 février 2007 modifié portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (type L) ;
 - ✓ de l'arrêté du 9 mai 2006 modifié portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (type PS) ;
 - ✓ de l'arrêté du 5 août 1992 modifié fixant les dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail, applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est à plus de 8 mètres ;
 - ✓ de l'arrêté du 23 juin 1978 modifié relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
 - ✓ de l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.
2. Aménager les baies dans la façade accessible à chaque niveau, comme prévu par le pétitionnaire, en respectant les dispositions de l'article CO 3 (§ 3).
Celles-ci doivent restituer les caractéristiques suivantes, de façon à permettre un engagement aisé des sapeurs-pompiers en toutes circonstances :
 - o les baies doivent ouvrir "à la française" vers l'intérieur du bâtiment dans un local ou un dégagement accessible au public,
 - o il doit exister un système d'ouverture unique pour chaque baie,
 - o le dispositif d'ouverture, situé dans la moitié inférieure des châssis des baies doit être manœuvrable au moyen de la clé spéciale de sapeurs-pompiers,
 - o elles doivent être repérées depuis l'extérieur.
 3. Maintenir libre en permanence l'espace libre permettant la mise en station des moyens élévateurs aériens des services de secours.
 4. S'assurer que le dispositif de verrouillage des issues de secours respecte les mesures énoncées dans l'article CO 46 § 2.
 5. Réaliser et installer le SSI conformément aux dispositions de l'article MS 53 § 2.
 6. Faire réaliser une mission de coordination SSI dans le cadre de l'installation du SSI conformément à la norme NF S 61-931 § 5.3.1.

7. Faire réaliser l'installation du système de détection d'incendie par une entreprise spécialisée et dûment qualifiée, conformément aux dispositions de l'article MS 58 §2.
8. Assurer la maintenance et les vérifications du SSI conformément aux dispositions de l'article MS 73 et selon les protocoles d'essais figurant dans la norme NF S 61-933.
9. Réaliser l'installation d'infrastructures de charge pour les véhicules électriques ou véhicules hybrides rechargeables conformément au guide pratique relatif à la sécurité incendie dans les parcs de stationnement couverts ouverts au public (version 2.0 du mois de janvier 2018/DGSCGC), en application de l'article GN 4 §2.
10. Installer le dispositif de coupure d'urgence d'alimentation des points de charge (véhicules, motos, vélos) à proximité des commandes prioritaires de désenfumage.
11. Annexer au registre de sécurité de l'établissement, les modalités d'exploitation des infrastructures de charge électrique.
12. Afficher le plan schématique apposé à chaque entrée du parc de stationnement, sous forme de pancarte inaltérable, destiné à faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers, conformément aux dispositions de l'article PS 30. Les plans de niveaux et d'intervention devront notamment indiquer les emplacements des stations de charge et des coupures d'urgence électriques.
13. Faire vérifier par un organisme agréé, conformément aux dispositions de l'article PS 32, lors de sa mise en service puis au moins une fois tous les cinq ans, l'installation de recharge pour les véhicules électriques. Le document produit par l'organisme agréé devra, notamment, être conclusif sur le respect de l'application du guide pratique relatif à la sécurité incendie dans les parcs de stationnement couverts ouverts au public, version 2 datée du mois de janvier 2018.
14. Assurer la surveillance permanente des éléments centraux du SSI durant la présence du public, par du personnel permanent qualifié conformément aux dispositions de l'article MS 57. Dans le cas où cette surveillance serait réalisée à partir d'un tableau répétiteur, ce dernier devra être conforme à la norme NF S 61-941.
15. Mettre en place un désenfumage pour l'ensemble des volumes en communication directe avec les escaliers n°2 et 3 qui comporte une surpression.
16. S'assurer que le désenfumage mécanique du hall ne puisse pas être mis en œuvre automatiquement sur détection si le départ de feu est situé dans l'un des atriums, conformément aux dispositions du § 7.3 de l'IT 246.
17. Prendre en compte les surlargeurs (espace d'attente, repas, etc.) pour la détermination du débit de désenfumage des circulations concernées.
18. Respecter les dispositions de l'article CO37 pour les salles de repas et de jeux situés dans les circulations.
19. Tenir à disposition de la commission de sécurité et annexer au registre de sécurité le tableau de calcul des débits de désenfumage théoriques et le relevé des débits réels mesurés.
20. Elaborer et annexer au registre de sécurité les procédures et consignes d'évacuation des personnes handicapées prenant en compte les différents types de handicap, en privilégiant l'aide humaine (article GN8) par une évacuation de plain-pied directement sur l'extérieur.

Mesures relatives à l'accessibilité aux personnes en situation de handicap

21. Se conformer aux dispositions de l'arrêté du 20 avril 2017 fixant les dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public, et notamment en prenant en compte dans les aménagements tous les types de handicaps, tels que les difficultés visuelles, auditives, intellectuelles et motrices.
22. Transmettre à la Direction de l'urbanisme - SDPCPR - 6, promenade Claude Lévi-Strauss CS 51388 - 75639 Paris cedex 13, et avant l'ouverture au public de l'établissement, l'attestation d'accessibilité constatant la prise en compte des règles d'accessibilité aux personnes handicapées.
Autres dispositions réglementaires
23. S'assurer du concours, pendant la construction, d'organismes ou de personnes agréés par le ministre de l'intérieur pour effectuer les vérifications de sécurité conformément aux articles R 143-34 et R 143-37 du code de la construction et de l'habitation et GE3, GE6 à GE9 du règlement de sécurité du 25 juin 1980. Les procès-verbaux ou comptes rendus de vérification seront présentés à la commission de sécurité et annexés au registre de sécurité.
24. Respecter les dispositions de l'article GN 13 interdisant d'effectuer ou de faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.
25. Aviser la Direction des Usagers et des Polices Administratives - Sous-Direction de la Sécurité du Public - Bureau des Hôtels et Foyers - 12/14, quai de Gesvres 75004 Paris de l'achèvement des travaux.



**PREFECTURE
DE POLICE**

Liberté
Égalité
Fraternité



**Direction des usagers et
des polices administratives**

Aff. Suivie par : Mme Nadine SAVIN

SOUS-DIRECTION DE LA SECURITE DU PUBLIC
Bureau des Permis de Construire et Ateliers
1 bis, rue de Lutèce – 75 195 PARIS CEDEX 04
Tél : 01 49 96 36 79

Paris, le

- 7 MAI 2005

Mèl : pp-dupa-sdsp-bpca-pcqualite@interieur.gouv.fr
ERP 2^{ème} catégorie de type U
Activités de types I et PS

ANNEXE I A LA LETTRE DU :

DEROGATIONS AU TITRE DE LA SECURITE INCENDIE

Demande de dérogation n° 1 :

"La commission de sécurité est sollicitée pour considérer le hall au sens d'une trémie, autoriser son désenfumage au sens de l'IT 246 en dérogeant ainsi à l'application de l'IT 263 au sens de l'article U 12 pour la conception de ce volume. Dès lors, les parois donnant sur ce hall à tous les niveaux ne seront pas traitées comme des façades, mais relèveront de la distribution par cloisonnement traditionnel. Ces parois seront CF de degré 1 h, les portes seront PF^o 1/2 h dans le cas courant.

En mesure complémentaire pour la prise en compte précoce et la limitation du développement d'un incendie, ce hall sera équipé de détection automatique d'incendie et toutes les parois seront classées M1.

Le désenfumage du hall sera réalisé mécaniquement au sens du § 7.2.4 de l'IT 246 et asservi à la détection. Ce système de désenfumage sera indépendant des atriums A et B qui disposent de leur système propre d'amenée d'air et d'extraction."

L'établissement recevra un hall central basé au RDJ et ouvert sur 3 niveaux du RDJ au R+1. Il s'agit d'un volume libre conçu en trémie. Ce volume communique de part et d'autre avec les 2 atriums A et B séparés par des cantons de désenfumage à chaque niveau. Le pétitionnaire souhaite déroger à l'article U 12 § 1 relatif à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs suivant les conditions fixées par l'IT 263 pour traiter la trémie dont l'emprise est le hall du RDJ.

Suite au précédent avis défavorable de la commission de sécurité sur le choix de désenfumer ce volume par balayage naturel, le pétitionnaire propose l'installation d'extracteurs mécaniques afin de garantir l'efficacité du désenfumage de ce volume. Par ailleurs, il assure la compatibilité du système de désenfumage mécanique du hall avec le désenfumage naturel des 2 atriums contigus. Le fonctionnement de ces installations sera indépendant et la mise en place du système de désenfumage mécanique sera réalisée selon les dispositions des paragraphes 7.2.4 et 7.3 de l'IT 246.

En conséquence, j'émetts **un avis favorable** à cette demande de dérogation aux dispositions de l'article U 12 (*prescription n° 16*).



Demande de dérogation n° 2 :

"L'établissement dispose d'une salle de conférence relevant de l'activité secondaire de type L. L'établissement dispose d'une source de sécurité centralisée par groupes électrogènes de sécurité pour le site de Robert Debré. Il est proposé à la commission de sécurité de ne pas retenir les dispositions de l'article L 33 pour la mise en place d'une source centrale d'éclairage de sécurité dans l'établissement au motif de la reprise par le groupe électrogène de sécurité de l'alimentation de l'éclairage normal, l'établissement et la salle de conférence seront équipés d'un éclairage de sécurité par BAES. "

Le porteur de projet souhaite déroger aux exigences de l'article L 33 qui préconise un éclairage de sécurité alimenté par source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs dans les conditions de l'article EC 11 pour les établissements de la 2^e catégorie. Considérant que la salle de conférence comprend un effectif du public limité à 200 personnes et que les blocs autonomes d'évacuation de secours participeront au balisage des sorties de secours, cette configuration est acceptable.

En conséquence, j'émet un **avis favorable** à cette demande de dérogation à l'article L 33 sous réserve que l'éclairage de sécurité de la salle de conférence soit conforme aux dispositions des articles EC 7 à EC 10 et EC 12.

Aff. Suivie par : Mme Nadine SAVIN

SOUS-DIRECTION DE LA SECURITE DU PUBLIC

Bureau des Permis de Construire et Ateliers

1 bis, rue de Lutèce – 75 195 PARIS CEDEX 04

Tél : 01 49 96 36 79

Mél : pp-dupa-sdsp-bpca-pcqualite@interieur.gouv.fr

ERP 2^{ème} catégorie de type U

Activités de types L et PS

Paris, le

27 MAI 2023

ANNEXE II A LA LETTRE DU :

DEMANDES D'AVIS AU TITRE DE LA SECURITE INCENDIE

Demande d'avis n° 1 : (facade accessible)

"La desserte de l'établissement est conçue pour permettre l'accessibilité de la façade principale qui disposera de dégagements normaux et l'accessibilité complémentaire au sens de l'article U 7 sur la façade Ouest.

L'établissement, compte tenu de sa situation en déclinaison, présentera différentes configurations d'accessibilité en façades :

- façade principale en partie Ouest

Le projet doit utiliser la desserte existante de l'hôpital, dont la pente entre les niveaux bas et haut du projet ICE est > 10 %. Dans cet intervalle le camion ne pourra pas stationner au format du véhicule échelle.

Ainsi la proposition consiste dans la mise en place de 2 aires de stationnements du véhicule échelle afin de desservir la moitié de la façade principale (Côté bâtiment Bingen) par échelle aérienne à partir de ces 2 emplacements. Le véhicule en situation de déploiement de l'échelle aérienne permettra l'accès aux ouvrages installés h>8 m.

Le pied de façade recevra des plans horizontaux formant un escalier de 2,70 m de large pour assurer l'utilisation d'une échelle à coulisse vers l'accès des ouvrages installés h<8 m. [...]

- façade principale en partie Est

La moitié de la façade principale qui n'est pas desservie par la voie échelle (côté réservoir), recevra un système d'accessibilité par escalier extérieur. [...]

- accès complémentaire au sens de l'article U Z

Le pignon Ouest présentera l'accès complémentaire. Les ouvrants seront accessibles par l'échelle aérienne qui pourra être déployée à partir d'une aire de stationnement dédiée et sans emprise sur la voie de circulation permettant ainsi la desserte par d'autres véhicules ou la mise en place d'un second véhicule échelle le cas échéant. Ces ouvrants desserviront les circulations. "

Afin de répondre aux dispositions des articles CO 4 et U 7 déterminant les conditions d'installation des façades et bales accessibles utilisées par les services de secours, le porteur de projet demande l'avis de la commission sur les conditions d'accessibilité à l'établissement.

L'ICE dont le plancher haut, à plus de 8 m du sol, classé en 2^e catégorie est redevable d'une façade accessible desservie par une voie échelle, conformément à l'article CO 4 § d) et CO 1 § 3a). Dans le cas présent, il s'agit de la façade Sud. Compte tenu de la forte déclivité du terrain existant et de la proximité du réservoir des Lilas, 3 configurations d'accessibilité pour atteindre les différentes portions en façade sont retenues :

- au moyen d'échelles à coulisse pour les niveaux RDJ, RDC et une partie du 1^{er} étage ;
- au moyen d'une échelle aérienne pour les niveaux du 1^{er} et 2^e étage, en partie centrale (le 2^e étage disposera d'ouvrants de 1,80 m de large avec carré de manœuvre intérieur et extérieur dont l'espacement n'excèdera pas 20 mètres) ;
- au moyen d'une échelle aérienne pour le niveau 3^e étage via la coursière extérieure cheminant sur tout le linéaire de façade et donnant accès à tous les locaux.

Le pétitionnaire précise que toutes les baies accessibles seront installées conformément aux dispositions de l'article CO 3 § 3 mis à part les 2 ouvrants du 2^e étage qui présenteront un passage libre de 1,80 m x 0,90 m. Au regard des éléments précisés par le pétitionnaire et notamment du fait que toute la façade de l'établissement est considérée comme accessible par des moyens différents, cette disposition est acceptable. Par ailleurs, elle correspond aux attentes fixées lors de la réunion de présentation du 26 juin 2024. Cependant, le porteur de projet indique la mise en place de stores extérieurs occultant partiellement les baies accessibles. Il devra veiller à ce que les baies soient facilement repérables depuis la voie engins et manœuvrables par les services de secours en cas d'intervention.

Enfin, pour respecter les exigences de l'article U 7, le pétitionnaire propose l'installation d'un espace libre au droit de la façade ouest pour la mise en station des échelles aériennes afin que les services de secours puissent accéder à tous les étages. Cette configuration est aussi acceptable, à condition que cet espace soit maintenu libre en permanence pour les services de secours.

En conséquence, **un avis favorable** est émis à cette demande relative aux articles CO 3 et U 7 (*prescriptions n° 2 et 3*)

Demande d'avis n° 2 : (intercommunications avec tiers)

"Au niveau R+2, le bâtiment hospitalier Bingen du site Robert Debré, classé en type U et situé à plus de 8 mètres, communiquera avec le bâtiment ICE par une passerelle au droit d'une circulation principale pour une communication du personnel uniquement. Cette passerelle de communication installée dans l'aire libre d'isolement ne sera pas résistante au feu. Elle sera réalisée en matériaux incombustibles avec des aménagements M 1 au plus et constituera un dispositif d'isolement au sens de l'article CO 10 par portes PF de degré ½ h asservies à la détection automatique installées dans des parois CF de degré 1 h. La structure métallique qui recevra une dalle en béton sera encoffrée en sous-face à l'air libre. Cette communication ne recevra pas de public, le niveau R+2 ne reçoit que des travailleurs. La passerelle pourra être désenfumée par les fenêtres installées sur chacune de ses façades. Par application de l'article CO 10, les dispositions relatives aux tiers contigus ne s'appliqueront pas aux parois du dispositif de franchissement de l'air d'isolement.

Au sous-sol, une galerie de communication avec le bâtiment hospitalier Robert Debré classé en type U sera réalisée sur 2 niveaux de sous-sol séparés par des planchers CF° 1 h et établie de la façon suivante :

- Au RDJ, une circulation vers le bâtiment Robert DEBRE sera réalisée pour la communication du public entre les établissements dans le cadre de l'effectif déclaré. Cette communication à ce niveau, constituera une aire d'isolement au sens de l'article CO 10, elle recevra des portes PF de degré ½ h, installées en parois CF de degré 1 h et asservies à la détection automatique. Cette circulation qui ne desservira aucun local sera recoupée au sens de l'article CO 24 et désenfumée au sens de l'article DF 6 et de l'IT 246.

- Au 2^e sous-sol, une intercommunication par galerie technique située à l'aplomb de la circulation publique et destinée à des flux de logistique relevant du Code du travail, sera réalisée. Cette galerie souterraine sera réalisée dans les conditions de l'article U 15. Des portes PF de degré ½ h asservies seront mises en place au droit des établissements tiers dans des parois CF de degré 1 h. Deux raccords ZAG seront installés dans le cheminement entre les établissements, un raccord ZAG sera installé par tronçon de circulation constitué par le recouplement central réalisé par une porte PF de degré ½ h asservie à la détection automatique. "

Le pétitionnaire propose l'installation de 3 intercommunications avec le bâtiment Bingen de l'hôpital Robert Debré composées de 2 galeries souterraines et d'une passerelle au 2^e étage. Ces dispositions constructives sont soumises à l'avis de la commission de sécurité conformément aux dispositions de l'article U 5 § 2. Le chef d'établissement s'engage à respecter les exigences de l'article CO 10 § 2 pour l'ensemble de ces intercommunications et à respecter les dispositions de l'article U 15 concernant les 2 galeries souterraines.

Ces intercommunications sont en nombre limitées, car 2 d'entre elles sont utilisées par le personnel et seule la galerie du RDJ est accessible au public. En revanche, cette galerie empruntée par le public ne se situe pas au niveau d'accès des secours comme l'exige l'article U 5 § 2. Cependant, cette galerie dispose de 2 sorties (2 UP et 4 UP) donnant sur l'extérieur permettant de rejoindre directement le niveau du RDC. La présence de ces dégagements de part et d'autre de la galerie facilitera l'évacuation du public en cas de sinistre et permettra un accès direct à celle-ci aux services de secours afin de faciliter l'intervention, cette configuration est donc acceptable.

En conséquence, **un avis favorable** est émis à ces dispositions portant sur l'installation des 3 intercommunications dans les conditions définies par les articles CO 10 § 2, U 5 et U 15.

Demande d'avis n° 3 : (verrouillage des issues de secours)

"La mise en place de verrouillage d'issue de secours pourra être réalisée dans le bâtiment pour raisons de sûreté, à ce titre les dispositions relevant de l'article CO 46 seront mises en place, les verrous seront conformes à la norme NFS 61937 et seront déverrouillés sans temporisation dès le début du processus d'alarme. "

Le pétitionnaire demande l'avis de la commission de sécurité concernant le possible verrouillage d'issues de secours conformément aux dispositions de l'article CO 46 § 2. Il n'est pas précisé les emplacements des portes concernées par cette demande d'avis et les dispositions retenues pour le déverrouillage de ces portes. En revanche, le porteur de projet s'engage à transmettre à la commission de sécurité le détail de ces installations lors de la phase d'exécution du projet.

Dans ces conditions, la mise en place de verrouillage de certaines issues de secours est **acceptable** à condition qu'elles respectent les dispositions de l'article CO 46 § 2 (*prescription n° 4*).



**VILLE DE
PARIS**
Direction de l'Urbanisme

Service du Permis de Construire et du Paysage de la Rue

Paris, le

Affaire suivie par :

Hubert SABATIER
☎ 01 42 76 32 32
mél : hubert.sabatier@paris.fr
6 Promenade Claude Lévi-Strauss
CS 51388 - 75639 PARIS CEDEX 13

La Maire de Paris

à

Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France,
Préfet de Paris
Direction régionale et interdépartementale de
l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-
France
Service Patrimoine, Paysage et Droit des Sols
Pôle Droit des Sols
Immeuble Le Ponant 1
5 rue Leblanc
75015 PARIS

Référence dossier :

PC 075 119 24 P0032
44 au 48B BOULEVARD SERURIER
2 au 22 AVENUE DE LA PORTE DU PRE SAINT GERVAIS
5 X VOIE CR/19
75019 PARIS



OBJET : demande de permis de construire déposée le 24/10/2024 par l'ASSISTANCE PUBLIQUE - HOPITAUX DE PARIS représentée par madame Hélène GILARDI pour la construction d'un bâtiment à R+3 sur 2 niveaux de sous-sol à destination de Service Public ou d'intérêt Collectif (surface créée: 13948.00 m²), pour la construction d'un Hôpital de jour dédié à l'étude du Cerveau de l'Enfant, sur le site de l'hôpital Robert Debré à l'adresse suivante : 48 BOULEVARD SERURIER 75019 PARIS

REFER : application des dispositions de l'article R. 423-72 du Code de l'Urbanisme.
Mon avis du 24/04/2025.

Je suis conduit à émettre un avis favorable sur la demande de permis de construire sous réserve d'approfondir le travail de la façade sur le boulevard du Périphérique, pour assurer une meilleure insertion urbaine et paysagère.

Pour la Maire de Paris et par délégation,

Le Chef du Service du Permis de Construire
et du Paysage de la Rue

Philippe ROUSSIGNOL

Le:
Le 16 mai 2025